

PC
1529

Médiathèque Valais Sion



1011271492

1

bande rouge

007126946
PC 1529



L'HOSPICE

DU

GRAND-SAINT-BERNARD

A

*Messieurs les Députés du Canton
de Berne au Conseil national
A Berne,*

Messieurs,

Lorsqu'une société voit approcher l'heure de son anéantissement, loin d'abandonner toute espérance, elle tourne naturellement ses regards vers ceux qui l'ont soutenue, protégée, défendue pendant les siècles, et qui l'ont regardée comme un ornement de leur patrie, et un des plus beaux monuments élevés en faveur de l'humanité. La Congrégation de l'Hospice du Grand-S'-Bernard, par suite des événements qui sont survenus, se trouve en face de la position la plus critique qu'elle ait jamais subie. Dans cette angoisse elle se doit à elle-même, elle le doit à ses bienfaiteurs de venir vous exposer, *Messieurs*, son état et vous demander une nouvelle preuve de cet intérêt qu'elle n'a jamais invoqué en vain. Permettez-nous de regarder vos faveurs passées, nombreuses et signalées, comme

un gage de ce que nous avons à espérer de votre haute bienveillance en ce moment suprême. Aujourd'hui la menace d'extinction est suspendue sur l'Hospice ; un décret porté par le Vallais, avant la connaissance même des frais occasionnés par la guerre, exigeait d'abord un à compte de francs de France 115,942. Plus tard une somme de plus de fr. fr. 454,782 c^{es} 60, que M^{sr} d'Hesebon, délégué du S^t-Siège, proposa sans la participation et sans le consentement des Religieux, ne fut pas même jugée suffisante par le Gouvernement, quoiqu'elle aurait mis l'Hospice dans l'impuissance de continuer l'exercice de l'hospitalité. En ce moment, le *Courrier du Vallais*, Num.^o 5, 17 janvier 1849, qu'on pourrait regarder comme semi-officiel, laisse entendre que l'on serait intentionné à ne s'arrêter qu'à francs de France 579,710 c^{es} 10. Vous connaissez, *Messieurs*, par un précis exact et fidèle de la situation ancienne et moderne de notre Hospice, l'impossibilité de concilier l'acquittement de ces contributions avec l'accomplissement des devoirs que la Maison du S^t-Bernard a contractés envers l'Europe.

L'Hospice du Grand-S^t-Bernard, fondé sur la fin du dixième siècle par Bernard de Menthon descendant des Comtes de Genève, a, comme tous les établissements de bienfaisance, commencé sous les auspices de la charité chrétienne. Après y avoir consacré les revenus de sa prébende, comme Archidiacre d'Aoste, il y joignit plus tard son patrimoine. Le passage du S^t-Bernard, environné de dangers et de difficultés et néanmoins presque le seul fréquenté, mérita par l'entreprise du fondateur l'approbation et la reconnaissance des peuples ; c'est à la piété des pèlerins que sont dus une grande partie des biens affectés à l'hospitalité qui s'est soutenue jusqu'à nos jours. Nous voyons dans une bulle d'Adrien IV qu'il y est fait mention de plus de quatre-vingts dépendances ou bénéfices situés en divers pays, comme la France, l'Italie, l'Allemagne et l'Angleterre.

Parmi les bienfaiteurs signalés nous aimons à mentionner la famille des Ducs de Savoie, à laquelle fut accordée par le Pape Nicolas I^{er} la nomination des Supérieurs sous le nom de Prévôt, en témoignage des largesses et prérogatives dont elle avait doté l'Hospice. Les Ducs de Savoie, ensuite les Rois de Sardaigne nommèrent les Prévôts jusqu'en 1754, quoique depuis 1575 le Vallais eut passé de la domination des Ducs à celle des Dixains du Haut-Vallais. Le désir des Religieux, naturel à toute corporation, de pouvoir élire eux-mêmes leur Supérieur, les disposa à tous les sacrifices et leur fit accepter la médiation de la France et de la Suisse, qui, par des vues de politique, les poussèrent et les encouragèrent dans l'entreprise de revendiquer cette prérogative. Il s'éleva une contestation sur ce droit de nomination ; elle fut soumise au jugement arbitral du S^t-Siège. Benoît XIV, après de longues négociations, rendit en 1752 aux Religieux le droit d'élire leur Prévôt,

mais en même temps les priva de tous les biens que l'Hospice possédait sur le territoire sarde, non pour les réunir au domaine de l'Etat, mais sous la condition expresse d'en former deux commanderies religieuses en faveur de la Sacrée Religion des Ordres militaires et hospitaliers des SS. Maurice et Lazare. Ce moyen était extrême et aurait détruit la Maison du Grand-S^t-Bernard, cependant les Religieux l'acceptèrent comme un moindre mal, à cause de la garantie que la France et la Suisse leur donnèrent de conserver l'Etablissement, en leur fournissant les moyens d'y entretenir l'hospitalité.

Cette décision pontificale enleva au S^t-Bernard une rente de 2240 ducats d'or ; ses propriétés furent réduites à trois vignes dans le pays de Vaud, à la ferme dite Abbaye de Roche, et à la moitié à peine des biens qu'il possède actuellement en Vallais : l'autre moitié a été successivement acquise depuis cette époque. S'il a conservé ses vignes dans le pays de Vaud, il le doit au haut et puissant Canton de Berne qui s'opposa aux prétentions que quelques administrateurs de la Sacrée Religion élevaient sur ces possessions, voulant les considérer comme dépendances de Meillerie, ferme que l'Hospice venait de perdre en Savoie.

Les sentiments d'honneur, de bienfaisance et de justice portèrent bientôt le Roi de France à ne pas méconnaître l'état où les Religieux du S^t-Bernard furent réduits par la part que la France avait prise aux causes de ce changement, et à venir annuellement à leur secours par un subside de 6000 livres tournois. Ce subside qui n'a subi d'interruption que pendant la révolution, recommença avec la restauration, fixé à 2400 francs, et dura jusque sur la fin de 1847, où il fut suspendu crainte qu'il ne parvint pas à sa destination.

L'utilité de l'Hospice ne tarda pas à faire oublier à S. M. Sarde les démêlés qui avaient eu lieu, et à faire accorder aux Religieux, dès la fin du dix-huitième siècle, un subside annuel en riz et maïs de la valeur de 1000 fr.

Dès la décision de 1752 jusqu'en 1815, l'Hospice n'eut d'autres ressources que celles susénoncées et les quêtes en Suisse. Ce n'était qu'avec peine, qu'avec une sévère économie et une intelligente administration jointe à beaucoup de privations (*), que les Religieux pouvaient subvenir aux besoins de la plus modeste hospitalité.

En 1800 l'armée de réserve traversa le S^t-Bernard avec son Général, et épuisa les provisions de l'Hospice. En dédommagement Napoléon lui alloua la somme de 30,000 fr. L'année suivante, le Premier Consul fonda et dota l'Hospice du Simplon.

(*) Chaque Religieux n'a que 12 fr. par an, dont il doit encore rendre compte.

En 1811, la République du Vallais étant réunie à l'Empire, S. M. Impériale dérogea aux lois de l'Etat en décrétant la conservation de notre Congrégation pour perpétuer l'œuvre dont il avait reconnu l'utilité à son passage sur les Alpes Pennines. Elle voulut favoriser le St-Bernard et lui épargner les quêtes en lui réunissant l'Abbaye de St-Maurice, mais les revenus de celle-ci n'étaient pas au-dessus des besoins de sa Communauté, en sorte que les Religieux du St-Bernard durent encore continuer de frapper à la porte de leurs protecteurs et amis de la Suisse.

Depuis la restauration, les communications étant devenues plus faciles, de nombreux voyageurs affluèrent ^{Suisse} ensuite de diverses parties de l'Europe, le produit des quêtes s'en ressentit considérablement, nos amis augmentèrent, nous vîmes des visiteurs de toutes les parties du monde, surtout d'Angleterre, lesquels furent pour le St-Bernard presque autant de bienfaiteurs.

En 1820, M. Parrolt, français et professeur à Dorpath en Livonie et conseiller aulique, après avoir fait une quête parmi ses élèves, ouvrit une souscription pour assainir l'Hospice du St-Bernard. Cet appel fut entendu à Hambourg et dans une grande partie de l'Europe. M. le professeur Pictet de Genève, s'adjoignant ses nombreux amis de la Suisse, s'associa à ce généreux français, et saisit cette occasion pour donner essor à son constant dévouement pour le St-Bernard. Le produit de la souscription fut d'environ 40,000 fr. S. M. Sarde, outre le subside annuel de 1000 fr. et l'exemption de tout droit de douane, figure dans la liste des souscripteurs pour 2400 fr., et quelques familles de Turin pour 4000 fr. Nous devons à ce secours inattendu d'avoir pu élever l'Hospice d'un étage, de créer ainsi des appartements qui nous manquaient pour recevoir plus convenablement les voyageurs, et établir un calorifère pour quelques chambres.

Les Religieux auraient été des perfides, s'ils se fussent relâchés du système d'ordre et d'économie dont ils avaient forcément usé jusque là, et s'ils n'eussent pas placé les épargnes que les circonstances leur permettaient de faire après avoir rempli les devoirs de l'hospitalité. Les subsides de France et du Piémont, les quêtes, les legs et dons, le rachat de dîmes et fiefs, une sage économie nous fournirent les moyens de faire des placements en immeubles et créances, qui, avec ce que nous avons, constituent la fortune totale de l'Hospice du Grand-St-Bernard.

Nous nous faisons un devoir, *Messieurs*, de vous faire connaître consciencieusement et séparément l'état de nos deux Hospices du Grand-St-Bernard et du Simplon, afin que vous puissiez rectifier ce jugement que vous auriez pu former d'après les bruits vagues, répandus par les Journaux, d'une fortune immense *excedant* nos besoins.

(5)

ÉTAT*de la fortune totale de l'Hospice du Grand-St-Bernard.*Fr. de Fr. C^{es} Fr. Suiss. R.

Créances	515,536	»		
Immeubles acquis depuis 1816 en Piémont, donnant rente	485,415	»		
Immeubles pour pâturages pour les chevaux	17,000	»		
Immeubles existants dans les Cantons du Vallais et de Vaud	490,000	»		
Total	1,505,951	»	901,106	19
RECETTE ANNUELLE EN ARGENT.				
Intérêts des capitaux au 4 p. %	12,621	44		
Produit des fermes du Piémont concédées à moitié fruit 5 p. %	14,502	45		
Produit des vignes dans le Canton de Vaud	3,000	»		
Vignes et prés loués rière Sion et Conthey	380	»		
Montagne et prés loués dans l'Entremont	516	»		
Produit annuel du tronc des aumônes depuis 1816 à 1847 inclusivement.	2,420	»		
Produit annuel des quêtes depuis 1816 à 1844 inclusivement.	10,500	»		
Pension annuelle de France	2,400	»		
Rétribution de messes acquittées par les Religieux	900	»		
Total de la recette annuelle jusqu'en 1844.	46,859	89	52,519	50
La dépense annuelle est de	58,956	»	26,865	84
Pendant que l'on faisait les quêtes il y avait un excédant de	7,905	89		
	46,859	89		
Déduire le produit des quêtes cessées en 1844	10,500	»		
La recette annuelle ne s'élève qu'à	56,559	89	25,212	52
La dépense étant annuellement de fr. 58,956.				
Nous avons un déficit annuel de	2,596	11	1,653	52
	58,956	»	26,865	84

Les 1000 fr. donnés par le Roi de Sardaigne n'ont figuré ni dans les entrées ni dans les extraits, parce que ce don se faisait en riz et maïs qui étaient consumés à l'Hospice.

Nous recevons de la piété des fidèles des offrandes en nature qui sont aussi consumées à l'Hospice; ces offrandes vont chaque année décroissant.

Quelle que soit l'estimation capitale des fonds situés en Vallais et de la ferme de Roche dans le Canton de Vaud, nous n'avons jamais porté leurs produits en ligne de compte, parce qu'ils étaient chaque année consumés en nature, et pour le même motif nous ne portions pas leur estimation au passif.

Nous avons continué les quêtes jusqu'en 1844; des circonstances particulières les ont interrompues. Depuis lors nous fûmes réduits aux ressources susmentionnées, et il appert par le compte que, même en les conservant en entier, nous ne pourrions pas continuer l'exercice de l'hospitalité sans être obligés de frapper à de nouvelles portes.

Cependant, en exécution du décret du 29 janvier 1848, le Gouvernement du Vallais s'est emparé de nos vignes du Canton de Vaud. Nous venions de payer au Gouvernement Vaudois la somme de 9420 fr. pour l'impôt nouvellement décrété sous le nom de *main mortable*, quand l'Etat du Vallais nous prit ces vignes avec la ferme de Roche, et par ce seul acte il nous met dans l'impossibilité d'entretenir les chevaux nécessaires au transport des bois et autres approvisionnements.

Le Gouvernement du Vallais nous prit en outre :

1° Une maison et une grange à Sion avec deux prés et trois vignes dans le district de Conthey;

2° Toutes les vignes que nous possédions à Fully, d'où nous tirions en moyenne 500 sétiers de vin;

3° A Martigny, deux vignes produisant environ 45 sétiers;

4° Tous les prés dont le produit suffisait à l'entretien de 20 vaches; tous les champs; et il ne nous a laissé que les bâtiments, le jardin de 160 toises de six pieds, un verger de 2500 toises suffisant à peine à l'entretien d'une vache, une vigne de 700 toises, un grand pré-marais sans cesse menacé de submersion et qui n'échappera pas à une grande détérioration, faute d'engrais. Il nous a laissé encore dans le même district une métairie à Econnaz, qu'on ne trouverait pas à affermer 600 fr.

Il nous laisse dans le district d'Entremont un pré à Bagnes loué fr. 144; deux autres au Bourg de St-Pierre, dont le produit est consumé par les chevaux de transport et six génisses; une alpe louée fr. 126, et une autre tenue à la main pour le beurre et le fromage nécessaires à l'approvisionnement de l'Hospice. Cette denrée est chèrement achetée, puisque nous sommes en ce moment obligés de louer des vaches étrangères pour exploiter cette montagne. Enfin le Gouvernement nous laisse, dans la vallée de Ferrex, un pré chétif servant de pâturage à nos chevaux de transport en juin et juillet. Martigny est le lieu de retraite de nos

Religieux infirmes et âgés, la résidence du Prévôt; mais les biens que le Gouvernement nous y laisse, ne suffisent pas à l'entretien d'un Religieux.

L'Hospice possédait huit bénéfices paroissiaux dans le Vallais; ils étaient autant d'asiles pour les Religieux à qui l'âge avancé ou la faiblesse du tempérament ne permettaient plus d'habiter le St-Bernard. En desservant dans le Ministère, ces Religieux déchargeaient l'Hospice de leur entretien. Quelques-uns de ces bénéfices étaient la propriété de l'Hospice: ils ont tous été augmentés par les Religieux, et tous devaient un subside annuel à la Maison hospitalière et la réception de ses membres à leur passage. Les épargnes que les Bénéficiaires y pouvaient faire, étaient exclusivement recueillies par le St-Bernard. Par la sécularisation de ces bénéfices, le Gouvernement porte un préjudice irréparable à notre Institution. Après cela, où donner asile aux vieillards et à bon nombre d'infirmes qui ont ruiné leur santé et sacrifié leur vie à sauver celle des autres? N'est-il pas juste qu'après tant de dangers et de peines, ils puissent goûter un peu de repos sur la fin de leurs jours? Mais où reposeront-ils leur tête, étant privés de tous leurs biens, de toutes leurs ressources et même de leur dernière obole? C'est là néanmoins la condition faite au Religieux du Grand-St-Bernard. La preuve en est que, par arrêté du 6 décembre 1848, le Gouvernement du Vallais, sous la menace d'être passible de toute la rigueur des lois, ordonne à tout dépositaire ou débiteur de titres, meubles, denrées ou objets quelconques appartenant à la Maison du St-Bernard, de les consigner au Préfet, et leur défend de se libérer envers l'Hospice. Nous le demandons encore, après cela, qui aura assez de courage pour se dévouer à tant de sacrifices, s'il se voit condamné à finir si misérablement?

Dans cet exposé vous avez, *Messieurs*, une note exacte des avoirs de l'accroissement et de l'état actuel de l'Hospice du Grand-St-Bernard. Vous pouvez par là vous convaincre de l'impossibilité où nous serions de continuer l'hospitalité, si le Gouvernement du Vallais ne nous rend pas les biens dont il s'est mis en *tenet*, ou s'il persiste à en exiger l'équivalent. Si, en ce moment, le Grand-St-Bernard est encore ouvert aux voyageurs comme par le passé, c'est que, pour les approvisionnements, nous avons vendu presque tous nos chevaux et abattu une grande partie de notre bétail; c'est que nous y fondons même des capitaux, comme le compte le prouve, et que nous nous imposons les plus dures privations, dans l'espérance que la justice fera luire sur notre Hospice de meilleurs jours.

Ce compte que le Gouvernement du Vallais exigeait, dans les graves circonstances où nous nous trouvons, nous le devons et le rendons à l'Europe entière; puisqu'il ne s'agit pas ici d'un établissement ordinaire et privé, mais d'un éta-

blissement exceptionnel, européen. En effet le Grand-S^t-Bernard n'est pas l'hospice d'une nation seulement, mais il est en même temps l'hospice de tous les peuples et de tous les Etats. Tous les peuples et tous les Etats ont fourni leur pierre pour élever ce monument de bienfaisance, parce que chacun avait à en profiter. Néanmoins le Vallais vient en saper les fondements par ses décrets sans respect pour les droits des nations (*).

L'origine récente de plus de la moitié de la fortune actuelle de cette Maison hospitalière supplée à tout commentaire.

Fr. de Fr. C^{es} Fr. Suiss. R.

Depuis 1760 à 1788 la France donnait un subside annuel de 6000 livres tournois.—Sommaire des 28 ans.	162,518	75		
Depuis 1816 à 1847 elle a donné annuellement fr. 2400.				
—Sommaire de 31 ans	74,400	»		
Produit de la souscription dont il a été parlé plus haut.	40,000	»		
Sommaire du subside annuel de S. M. Sarde pendant 50 ans	50,000	»		
Exemption des droits de douane pendant 55 ans, 400 francs annuellement.	15,000	»		
Sommaire du produit des quêtes depuis 1816 à 1844 sur la moyenne de 10500 fr. annuellement—28 ans.	288,400	»		
Produit du tronc des aumônes pendant 31 ans, à 2420 fr.	75,200	»		
Legs testamentaire d'un ami hollandais, en 1835	8,000	»		
Legs testamentaire, ou fondation d'une Messe, de M. le Marquis Barol, de Turin, en 1837	6,000	»		
Rétribution des Messes acquittées par les Religieux pendant 50 ans, à 900 fr. annuellement.	27,000	»		
Total	724,518	75	499,779	90

La Suisse, par les quêtes annuelles dans les cantons de Berne, Fribourg, Genève, Neuchâtel et Vaud, dans les villes de Bâle et Soleure chaque trois ans, dans les chefs-lieux des autres cantons chaque six ans, Tessin excepté, entre avec distinction dans le produit des quêtes dont il est mention dans ce tableau. Le Vallais et une partie du Faucigny faisaient leurs offrandes en denrées.

Nous aurions encore à signaler leurs AA. II. RR. le Grand-Duc de Toscane, l'Archiduc de Modène, etc., leurs AA. fils d'Ibrahim-Pacha et tant d'autres bienfaiteurs que nous aimerions pouvoir nommer, ayant tous laissé des souvenirs dignes d'eux.

Les plus précieux objets de notre église, une partie notable de la bibliothèque, la galerie des gravures, les instruments de musique, de météorologie, de physique,

(*) Voir les décrets à la fin.

la petite collection de médailles modernes, etc., sont des dons faits par les voyageurs pour procurer un utile délassement aux Religieux, leur abrégé leurs longs hivers, et leur laisser un touchant souvenir de leur visite.

Nous ne devons pas passer sous silence que la société helvétique des sciences naturelles, qui nous fit l'honneur de siéger au Grand-S^t-Bernard en 1829, proposa un prix de quelques cents francs pour celui qui trouverait le moyen d'utiliser une mine d'anthracite qui se trouve à une lieue de l'Hospice. A cette occasion nous dirons que, dans ce but, il nous fut expédié d'Amérique un poêle en fer coulé, accompagné d'un exprès envoyé par le donateur pour nous enseigner la manière de s'en servir.

Ajoutons enfin que, de tout temps, le Grand-S^t-Bernard a été l'objet de la générosité et de la protection des Souverains Pontifes et des Princes temporels. Outre les Princes modernes dont nous avons reçu les témoignages d'une bienveillance que nous n'oublierons jamais, remontant dans les âges passés nous rappellerons les noms de Henri VI Empereur, d'Eléonore Reine d'Angleterre, de Charles V, de Marie-Thérèse affiliée à l'Hospice, de plusieurs Rois de France, presque de tous les Ducs de Savoie, depuis le Prince Thomas qui, en 1492, assura à l'Hospice le droit d'affouage dans les forêts de la vallée de Ferrex et autres adjacentes de la Commune d'Orsières.

Ce tableau et cet exposé montrent l'origine de la majeure partie de la fortune du S^t-Bernard; ils prouvent en même temps et sans contredit que plus de la moitié de ses avoirs vient de la munificence de quelques Monarques, du concours généreux de la bienfaisance et de la piété.

Qui pourrait, avec justice, reprocher aux Religieux d'avoir constamment refusé de souscrire aux exigences du Gouvernement du Vallais? Pouvaient-ils lui donner l'aumône consacrée et nécessaire à l'hospitalité? Et l'Etat, en l'exigeant et la prenant de force, respecte-t-il le droit des nations? Ne commet-il pas, au contraire, un acte de lèse-humanité? Ne frustre-t-il pas les intentions des fondateurs, des donateurs? Tient-il compte des droits du voyageur et du pauvre? Ne blesse-t-il pas la morale? Et qui pourrait croire que quelqu'un d'entre nous se fût soumis à de pénibles quêtes pour tout autre but que celui de l'hospitalité?

Qu'on nous permette de demander au Gouvernement du Vallais sur quel principe il se fonde pour détourner ainsi le patrimoine du malheureux. Serait-ce parce que lui-même l'aurait fondé et doté? Non, son état de pauvreté ne lui a jamais permis d'avoir une place marquée parmi les bienfaiteurs. Nous devons toutefois remercier la population du Canton d'y avoir contribué selon ses moyens. Serait-ce parce que l'Hospice est situé sur le sol vallaisan? Dans ce cas, le Gouvernement

devrait nous traiter comme les autres ressortissants du Canton. Si la dette publique était répartie entre toutes les fortunes, le pouvoir ne trouverait point d'opposition dans la Corporation du St-Bernard, vu que sa cote à payer, basée sur la justice, ne porterait pas un coup mortel à l'hospitalité. Serait-ce que nos bienfaiteurs des deux mondes ont établi l'Etat propriétaire, dispensateur et administrateur des dons déposés entre nos mains? Etaient-ce leur intention de les mettre sous sa *haute surveillance* et son contrôle? Il est difficile de le croire. Car nous pouvons assurer que les cœurs généreux s'intéressaient d'autant plus à nous qu'ils savaient que leurs offrandes étaient laissées à notre seule administration, sans aucune participation gouvernementale.

Notre fondateur a été tellement persuadé de ~~l'utilité~~ ^{la nécessité} d'un hospice sur cette âpre montagne, de celle de lui assurer la stabilité, de le faire desservir avec désintéressement, que ses vues se portèrent naturellement sur des hommes qui fussent astreints, autant par charité que par devoir, à sacrifier jusqu'à leur vie pour protéger et soulager les passants. L'intérêt et la spéculation arriveront-ils jamais à un tel dévouement? Non, car l'engagement religieux seul en assure la perpétuité, et personne ne peut douter que ce ne soit à cela que notre Hospice doit sa longue existence. Nous avons juré de conserver cet asile sacré ouvert à tous les voyageurs, de veiller à ses intérêts, de ne rien épargner pour sauvegarder et augmenter même ses revenus, de les appliquer à leur destination, et d'étendre sur la montagne les œuvres de charité en proportion de nos ressources. Aucun pouvoir humain ne peut nous libérer de nos engagements. Nous avons lié notre parole envers Dieu et envers tous les bienfaiteurs de l'Hospice, le Vallais n'est pas compétent pour nous en délier.

Napoléon appréciateur éclairé de tout établissement utile et de ce que peut le dévouement religieux, pour en assurer la perpétuité, fonda en 1801 un Hospice sur le Simplon, à l'instar de celui du Grand-St-Bernard, et nous en confia l'administration, tout en regrettant que nous ne pussions nous charger de celui du Mont-Cenis.

A la chute de l'Empire l'Hospice du Simplon était encore inachevé, cependant l'entrepreneur Mosca avait fait des travaux pour 15000 fr. dont le Gouvernement Impérial lui était encore redevable. Le Vallais devenant propriétaire de cet édifice devait acquitter cette somme. Par suite de longues négociations entre le Gouvernement du Vallais et les Religieux du Grand-St-Bernard, en 1825, il fut convenu et contracté que ceux-ci se chargeaient d'achever l'Hospice du Simplon, de payer les 15000 fr. à Mosca, à condition qu'à tout événement cet Hospice ne serait jamais réversible à l'Etat, mais serait la propriété des Religieux et exempt de toute

reddition de comptes, comme l'a toujours été la Maison hospitalière du Grand-S'-Bernard. Un article de la convention porte également que l'Hospice du Simplon serait exempt de payer tout droit d'entrée.

Venir, après cela, exiger reddition de comptes, comme l'a décrété le Vallais, n'est-ce pas violer la foi des traités et méconnaître le lendemain ce que l'on a fait la veille? Les Gouvernements d'Autriche et de Sardaigne, sur le territoire desquels les biens de l'Hospice du Simplon sont situés, se reposant pleinement sur notre religieuse fidélité, ne nous ont jamais inquiétés là-dessus.

L'Hospice du Simplon a pour dotation deux métairies en Lombardie, dont le produit net est de 15000 fr., une autre dans les Etats Sardes, dont le revenu est en moyenne de 1600 fr. Total 16600 fr. Il a de plus une petite alpe dans ses environs pour l'entretien d'une dizaine de vaches pendant l'été, et de deux en hiver.

Il est facile de voir que cette dotation modique devrait être plus que doublée si cet Hospice avait autant de dépenses à faire que celui du S'-Bernard. Celui-ci est chargé du noviciat, de l'instruction des Religieux, de l'entretien des vieillards et des infirmes. Ajoutez à cela que le grand éloignement des provisions qu'il faut transporter à grands frais, par de mauvais chemins, à dos de mulets, surtout les bois d'affouage, qu'un plus grand nombre de voyageurs, etc., etc. nécessitent une dépense bien plus considérable.

Pardonnez-nous, *Messieurs*, la longueur de cet exposé. Il nous a paru nécessaire d'entrer dans ces détails pour vous faire bien comprendre la situation de nos Hospices. Vous vous persuaderez, nous aimons à le croire, que nous n'avons pas failli à notre mission. Les nombreux et universels témoignages d'approbation écrits et exprimés de vive voix, assurément même par quelques-uns d'entre vous, nous exemptent d'en dire davantage et de demander quel est notre crime pour être rejetés ignominieusement, remplacés ou réduits à voir le besoin en face sans pouvoir le soulager. Non, il est impossible, après tant de preuves de dévouement que plusieurs d'entre vous nous ont données, que vous n'ayez pas hérité de vos ancêtres leurs sentiments de bienfaisance, et que vous alliez sanctionner, même par le silence, la destruction de ce que vous et eux avez puissamment contribué à édifier.

C'est dans cette ferme confiance, *Messieurs*, que nous mettons les Hospices du Grand-S'-Bernard et du Simplon sous votre protection, sous celle de tous nos amis, bienfaiteurs, protecteurs, de quelque pays qu'ils soient, et que

(12)

nous vous prions d'agréer l'expression de la plus sincère, de la plus vive gratitude et du profond respect avec lequel nous avons l'honneur d'être,

Au nom de tous les Religieux du St-Bernard et du Simplon,

Aoste, le 13 Février 1849.

Messieurs,

Votre très-humble serviteur,

Le Prévôt

DU GRAND-S'-BERNARD ET DU SIMPLON

François Benjamin Gillier



Le Grand Conseil du Canton du Valais,

Sur la proposition du Gouvernement provisoire,
En exécution du décret du 11 janvier 1848, qui

DÉCRÈTE EN PRINCIPE

La réunion au domaine de l'Etat des biens meubles et immeubles..., les Couvents et Corporations religieuses existant dans le Canton, à charge, par l'Etat, de rétribuer convenablement les membres du Clergé ci-dessus désignés, de supporter les charges du culte qui pèsent actuellement sur eux, et de pourvoir à l'hospitalité du S^t-Bernard et du Simplon.

L'excédant de ces biens sera appliqué à l'amortissement de la dette publique;

Vu l'urgence de donner au principe ci-dessus décrété tout le développement qu'une aussi importante matière comporte;

Vu pareillement la nécessité de régler ce qui a trait aux bénéfices paroissiaux dont la collature ou la repourvue appartenait ci-devant aux Couvents de S^t-Maurice et de S^t-Bernard;

DÉCRÈTE :

ART. 1. Le Révérendissime Evêque de Sion pourvoit aux bénéfices dont la collature ou la repourvue a appartenu jusqu'à ce jour à la Maison du S^t-Bernard..., sur une quadruple présentation faite par le Pouvoir exécutif et l'Autorité Municipale de la Commune, dans laquelle cette Paroisse est comprise.

Si l'Evêque n'accepte pas le droit de collature ou repourvue ci-dessus mentionné, dans le terme d'un mois, dès la communication qui lui sera faite, il est dévolu à l'Etat.

ART. 9. Les Etablissements hospitaliers du S^t-Bernard, du Simplon et l'Ordre religieux qui les dessert, sont maintenus sur le pied actuel.

Toutefois les administrations de ces Maisons sont tenues d'exhiber l'état détaillé de leur fortune et de la gestion des dix dernières années, avec titres originaux à l'appui. L'excédant du revenu sera d'abord employé au paiement de la dette publique, et ensuite à l'amélioration de l'instruction publique.

ART. 10. Les administrations de ces Maisons devront rendre annuel-

lement à l'Etat compte de leur gestion qui, à ce défaut, pourra leur être retirée.

ART. 11. Les valeurs que ces Maisons possèdent à l'Etranger, seront, autant que possible, placées en Vallais, dès qu'un système hypothécaire y aura été établi.

ART. 12. Si les administrations du St-Bernard et du Simplon ne se soumettent pas aux prescriptions des articles 9 et 10, l'Etat avisera aux moyens de faire exercer l'hospitalité par d'autres Religieux, en remplacement de ceux à qui elle est actuellement confiée.

Dans ce cas, les avoirs de ces Maisons seront soumis à une administration spéciale et particulière, pour chacune d'elles, chargée de veiller à leur conservation, pour garantir à perpétuité l'exercice de l'hospitalité.

Cette mesure toutefois ne s'exécutera que huit jours après la promulgation du présent, si, dans l'intervalle, les Maisons du St-Bernard et du Simplon ne se sont conformées à l'article 9.

ART. 13. Si, dans les huit jours qui suivront la promulgation du présent décret, la Maison du Grand-St-Bernard ne s'est conformée à l'article 9 et n'a conséquemment procuré au Gouvernement les moyens de connaître l'excédant de la fortune de cette Maison, sur lequel il peut être prélevé pour aider l'Etat dans l'acquittement de la dette publique, cet excédant est présumé, et le Pouvoir exécutif utilisera tous les avoirs que cette Maison possède au Canton de Vaud, et une part égale sur ceux qu'elle possède en Vallais, sans préjudice aux dispositions des articles qui précèdent.

ART. 28. La fortune mobilière et immobilière formant les bénéfices paroissiaux, dont la collature ou la repourvue a appartenu jusqu'à ce jour à la Maison du St-Bernard, est déclarée et reconnue propriété des Communes dans lesquelles ces Paroisses sont comprises.

ART. 33. Tous les biens du Clergé sont placés sous la haute surveillance de l'Etat, et, au besoin, régis par lui.

ART. 37. La nécessité d'une stricte et rigoureuse exécution de toutes les dispositions du présent décret, qui n'ont trait qu'à la question matérielle de la dette publique avec l'excédant du bien du Clergé, est laissée à l'approbation du Pouvoir exécutif, si le vénérable Clergé proposait, pour l'amortissement de la dette publique, des moyens plus propres que ceux prévus au présent.

(15)

Pour se bénéficier de cette disposition, le vénérable Clergé devra déclarer, dans 15 jours dès la promulgation du présent, quelles sont les propositions qu'il aurait à faire; s'il s'abstient, ou s'il fait des propositions jugées inacceptables par le Pouvoir exécutif, il ne sera plus admis à en faire.

Ainsi décrété en grand Conseil, à Sion, le 29 janvier 1848.

LE PRÉSIDENT DU GRAND CONSEIL

P. TORRENT.

LES SECRÉTAIRES

BIBORDY, ALLET.

Le Conseil d'Etat du Canton du Valais,

Vu le décret du 29 janvier 1848;

Attendu que la Maison du S'-Bernard n'est plus au bénéfice de l'article 37 de ce décret;

En conformité du décret du 22 décembre 1847,

ARRÊTE :

ART. 1. Les débiteurs, à titre quelconque, de la Maison du S'-Bernard sont tenus de consigner leur dû au Préfet du District de leur domicile, dans les huit jours qui suivront la publication du présent arrêté.

ART. 2. Tout dépositaire ou débiteur de titres, meubles, denrées ou objets quelconques provenant de ladite Maison, est pareillement tenu d'en faire la déclaration au Préfet, dans le même terme.

ART. 3. Tout paiement fait, sans l'autorisation du Conseil d'Etat, à

(16)

la Maison du S'-Bernard, à ses agens ou tel autre se disant fondé de pouvoir, ou subrogé à ses droits, est nul à l'égard de l'Etat.

ART. 4. Les contraventions aux dispositifs du présent arrêté seront punies conformément au décret du 22 décembre 1847, et les Notaires et fonctionnaires publics qui y participeraient, seront passibles de la rigueur des lois.

Donné au Conseil d'Etat, à Sion, le 6 décembre 1848, pour être publié et affiché.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ÉTAT

M. BARMAN.

B² Wallis

Grand S. Bernhard
Hospice

Exposition de diverses
Considérations
en vue de sa suppression

